



## **Déclaration de la Présidence du Parti de la gauche européenne**

Réunion extraordinaire - 22 novembre 2011

### **Peuples d'Europe, unissons-nous !**

La zone euro et l'UE sont aujourd'hui confrontées à la situation la plus critique qu'elles aient connue depuis leur fondation. La zone euro est remise en cause, mais l'ensemble de la structure institutionnelle de l'UE aussi. Le processus d'unification européenne a été transformé en une arme idéologique et politique au service du capital, dans le conflit qui l'oppose aux travailleurs. Dans ces conditions, le "sauvetage" de l'euro se fait au détriment de la majorité des peuples en Europe.

Ce qui vient de se produire en Italie démontre que nous avons raison de dire que la Grèce était le lieu d'expérimentation des politiques qui attendent l'ensemble de l'Europe. Cette expérience a été un échec et il est clair que tant que la Grèce subira cette tragédie sociale, "l'équilibre budgétaire" ne sera jamais réalisé. La crise s'étend désormais à toute la zone euro et au-delà. Cette expérience d'ultra-austérité, le démantèlement de l'Etat providence et l'appauvrissement du peuple doivent être stoppés.

Dans cette crise structurelle, dans cette crise du système capitaliste, les conceptions égoïstes sont vouées à l'échec. Pourtant si nous n'arrivons pas à contrer l'offensive autoritaire qui se développe en Europe, la porte est ouverte à une nouvelle hégémonie des approches nationalistes et xénophobes. La stratégie néolibérale de l'UE a autorisé les forces nationalistes, néofascistes et racistes à prendre part à la vie politique et à la vie des idées. Dans le cas de la Grèce, l'extrême droite fait maintenant partie du gouvernement "de salut national"!

La gauche européenne réaffirme son engagement dans la construction d'un front politique et social de résistance et d'alternative européen, qui placera les peuples, les travailleurs, les femmes, les migrants et les jeunes en position d'acteurs déterminants pour changer l'actuel rapport des forces.

Il est grand temps de dynamiser tous les acteurs progressistes et de coordonner nos campagnes et mouvements sociaux sous le slogan "Peuples d'Europe, unissons-nous!". Il est grand temps de mettre la pression, au sein du parlement européen, pour un nouveau débat sur la question fondamentale de la refondation de l'Europe, qui remette ainsi en cause la décision autoritaire du 26 octobre concernant "la gouvernance économique", qui vise à créer un "Conseil de la zone euro", illégitime et non-contrôlé démocratiquement.

Les traités existants - comme ceux de Maastricht et de Lisbonne - basés sur le monétarisme et le néolibéralisme, doivent être considérés comme enterrés. C'est à cause de leur contenu que les peuples d'Europe sont aujourd'hui au bord de la catastrophe sociale.

Le PGE a présenté à plusieurs reprises des propositions pour prévenir et vaincre la crise à temps. Ces propositions se justifient chaque jour un peu plus.

1) Nous réitérons notre exigence d'une annulation immédiate des plans d'austérité et memorandums et de leur remplacement par un programme de développement social, basé sur l'investissement public.

2) Il y a un besoin impératif d'organiser une conférence européenne pour une solution juste au problème de la dette pour tous les pays de la zone euro. Une telle solution passe par l'annulation d'une large part des dettes publiques et le transfert d'une autre part vers la BCE.

3) Il y a également un besoin urgent de prêts directs, à taux faibles, aux pays visés par les marchés financiers; soit par la BCE, soit par un fonds spécial qui recevrait des financements de la BCE et les offrirait, contournant ainsi les marchés financiers, directement aux Etats membres.

4) Les cercles et lobbies conservateurs ont déjà ouvert le débat pour une réforme des traités européens, toujours avec les mêmes orientations. Le PGE accepte ce défi et se battra pour une Europe de solidarité, répondant aux besoins sociaux, contre l'Europe des marchés. Nous nous battons pour un changement radical des traités, pour en finir avec le néolibéralisme et promouvoir les principes suivants:

- Le renforcement de la démocratie, de l'unification politique et des souverainetés populaires
- Un changement radical du rôle de la Banque centrale européenne, pour qu'elle devienne un prêteur et utilise son pouvoir de création monétaire.
- Un renforcement du budget européen dans le but de lutter contre les inégalités sociales et économiques
- l'annulation des critères de stabilité (taux de dette publique, déficit et inflation) pour autoriser l'investissement public sur la base de critères sociaux, pour l'emploi et la démocratie dans l'entreprise.

Ce sont des mesures d'urgence permettant à l'Europe d'éviter la catastrophe. Mais pour mettre en œuvre des solutions durables (si nous voulons éviter une succession de crises), de nouvelles priorités politiques doivent être mises en avant, dans le cadre d'une refondation radicale de l'UE. L'Europe sera démocratique et sociale ou elle ne sera plus!

Athènes 22/11/2011  
Présidence du PGE